

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1919.

Projet de loi sur les options de patrie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Au cours de la guerre, nous avons fait la triste expérience des inconvénients qui peuvent découler d'une législation trop libérale en matière d'indigénat. Il semble bien que notre loi du 8 juin 1909 n'ait pas subordonné à des conditions assez rigoureuses l'acquisition de la qualité de Belge.

Le problème est d'ordre général. Maintenant que notre conscience nationale se trouve raffermie par le baptême du feu et du sang, nous avons à nous demander s'il ne convient pas de prendre des précautions plus strictes avant de conférer à un étranger le nom de Belge. Je compte saisir de cette grave question le Conseil de législation attaché à mon département.

Mais, en attendant une revision générale de la loi du 8 juin 1909, certaines questions qui se rattachent à cette matière de la nationalité et qui sont d'un intérêt pressant, réclament votre intervention immédiate.

Dès le 6 février 1916, M. le Ministre des Affaires Étrangères, obéissant au souci de ne pas admettre au bénéfice de la nationalité belge de nouveaux éléments ennemis, priait MM. les agents diplomatiques et consulaires de Belgique de s'abstenir de recevoir des déclarations d'option de patrie émanant de personnes ressortissant de pays en état de guerre avec la Belgique. Le 20 janvier 1919, mon département a adressé une circulaire semblable à MM. les Gouverneurs des provinces.

Cette circulaire assimilait aux sujets ennemis les nationaux des États alliés à une Puissance ennemie.

Certes, ces instructions, dictées par l'intérêt supérieur de la défense nationale, trouvent en elles-mêmes leur justification; mais il importe cependant que le législateur couvre ce qu'elles peuvent présenter d'irrégulier au point de vue de la forme. Tel est le premier objet du projet de loi qui est soumis à vos délibérations.

L'article premier n'annule pas seulement les déclarations qui auraient été

souscrites par des sujets ennemis pendant la période de guerre ; il leur défend de renouveler ces options pendant un laps de temps, — qui n'a certes rien d'exagéré, — d'une année à dater de l'entrée en vigueur de la loi. Il serait vain, en effet, d'annuler une déclaration qui aurait été souscrite par un sujet ennemi, si, dès le lendemain de la loi, on lui permettait d'en souscrire une nouvelle. Ce délai d'un an suffira, d'autre part, pour remplacer cette loi temporaire par une législation définitive.

Vous remarquerez en outre que, parmi les articles de loi dont les sujets ennemis ne seront pas admis à invoquer le bénéfice, il s'en rencontre un, — l'article 7 de la loi du 8 juin 1909, — qui ne prévoit aucune option de patrie, mais bien l'acquisition de plein droit de la qualité de Belge, moyennant la réunion de certaines conditions. La plus élémentaire logique commande d'exclure le sujet ennemi du bénéfice de cet article, plus libéral encore que les autres, puisqu'il ne prévoit pas même de manifestation de volonté.

Enfin, l'article premier ne s'applique pas seulement aux ressortissants des Puissances qui nous ont fait la guerre ou d'États qui leur ont été associés, mais encore à leurs ex-ressortissants.

Par là sont visés les individus sans nationalité déterminée, qui sont d'origine ennemie. Le texte ne s'applique pas aux ex-ressortissants qui ont une nationalité déterminée, ni à ceux qui appartiennent aux races libérées par suite de la guerre, tels que les Polonais, les Tchéco-Slovaques, etc.

L'annulation ayant un caractère rétroactif, il pourrait se faire qu'un individu invoquât sa qualité d'étranger pour échapper aux conséquences pénales d'un acte qu'il a posé, quand il se prétendait et se croyait Belge. L'article 2 empêche qu'il en soit ainsi.

L'article 3 admet à la règle certaines exceptions d'une équité évidente. Toutefois, ceux qui seront autorisés par le Roi à bénéficier de ces exceptions, auront à souscrire une nouvelle déclaration dans un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 4 règle la nationalité des Malmédiens et des Eupenois qui se sont établis en Belgique, en harmonie avec les dispositions que le Traité de Versailles applique à leurs frères qui sont restés établis dans leur pays d'origine (art. 36 et 37).

Les articles 5 et 6 ne s'appliquent qu'aux sujets des nations alliées ou neutres. Ces dispositions ne réclament du reste aucune explication. Le cas de force majeure créé par la guerre, et qui a empêché un grand nombre d'options, justifie à toute évidence l'octroi de nouveaux délais à ceux qui ont omis de faire une déclaration, soit pour acquérir la qualité de Belge (art. 5), soit pour la décliner (art. 6).

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI
sur les options de patrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en notre Nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont exclus depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, du bénéfice des articles 7, 8, 9 et 13, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juin 1909 et de l'article 4 de la loi du 6 août 1881 :

1^o Les ressortissants de Puissances ayant été, depuis cette date, en état de guerre avec la Belgique ou ayant été associées, pendant les hostilités, à l'une de ces Puissances;

2^o Les ex-ressortissants des mêmes Puissances, à l'exception de ceux qui ont acquis une autre nationalité et de ceux qui appartiennent,

WETSONTWERP
betreffende de nationaliteitskeuze

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van het voordeel der artikelen 7, 8, 9 en 13, 1^o lid, der wet van 8 Juni 1909 en van het artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 zijn, te rekenen van 1 Augustus 1914 tot het einde van het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, uitgesloten :

1^o De onderhoorigen van Mogendheden welke sedert dien datum in staat van oorlog zijn geweest met België of, tijdens de vijandelijkheden, met een dier Mogendheden geassocieerd zijn geweest.

2^o De voormalige onderhoorigen der zelfde Mogendheden, behalve zij die een andere nationaliteit hebben verkregen en zij die, door hun

par leur origine, à la population de territoires actuellement détachés de ces Puissances.

Les déclarations de nationalité que les individus frappés de l'exclusion auraient souscrites sur pied de l'un des articles visés ci-dessus, seront rayées des registres et il ne pourra en être délivré ni expédition ni extrait.

ART. 2.

L'article précédent ne pourra jamais être invoqué pour échapper à l'empire des lois répressives belges.

ART. 3.

Le Gouvernement peut autoriser les individus qui auraient souscrit ou qui auraient pu souscrire l'une des déclarations inopérantes visées à l'article 1^{er}, alinéa final, à acquérir la qualité de Belge, en faisant cette déclaration dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette faveur ne peut toutefois être accordée qu'aux individus des catégories suivantes :

1^o Ceux qui sont à même d'établir par une attestation en due forme du Ministre de la Guerre qu'ils ont servi avec honneur dans l'armée belge ou une armée alliée, entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918;

2^o Ceux qui, par des actes manifestes et certains, ont donné des gages irrécusables d'attachement à la Nation belge.

oorsprong, tot de bevolking behoren van grondgebied, dat van die Mogendheden is afgescheiden.

De nationaliteitsverklaringen, overeenkomstig een van bovenbedoelde artikelen onderschreven door personen op dewelke de uitsluiting van toepassing is, worden van de registers geschrapt en er mag afschrift noch uittreksel van afgeleverd worden.

ART. 2.

Voorgaand artikel kan niet worden ingeroepen om te ontsnappen aan de toepassing der Belgische strafwetten.

ART. 3.

Zij die een der in het laatste lid van het eerste artikel bedoelde, zonder werking blijvende, verklaringen onderschreven hebben of dit zouden kunnen hebben, kunnen door de Regeering gemachtigd worden tot het verwerven van den staat van Belg door deze verklaring af te leggen binnen een tijd van drie jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet.

Deze gunst kan echter alleen verleend worden aan personen behorende tot de volgende categorieën :

1^o Zij die door een behoorlijk opgemaakt attest van den Minister van Oorlog kunnen bewijzen dat zij tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 11^{en} November 1918 met eere in het Belgisch of in een verbonden leger hebben gediend;

2^o Zij die, door duidelijke en onbetwistbare daden, onwraakbare bewijzen hebben geleverd van hunne verknochtheid aan de Belgische Natie.

L'arrêté royal autorisant, dans les conditions qui précèdent, l'acquisition de la nationalité belge, est délibéré en Conseil des Ministres.

ART. 4.

Dès que le transfert de la souveraineté belge sur les territoires comprenant l'ensemble des cercles d'Eupen et de Malmédy sera définitif, la nationalité belge sera acquise de plein droit aux individus nés sur les dits territoires, ainsi qu'aux enfants et descendants d'individus nés sur ces territoires, à la condition, pour les uns et les autres, qu'ils soient établis en Belgique avant le 1^{er} août 1914 et qu'ils continuent d'y résider.

Toutefois, ceux d'entre eux qui sont âgés de 18 ans accomplis seront admis, dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi du 8 juin 1909, leur intention de recouvrer ou de conserver la nationalité étrangère.

Les individus nés sur les territoires d'Eupen et de Malmédy, ainsi que les enfants ou descendants d'individus nés sur ces territoires qui se sont établis en Belgique postérieurement au 1^{er} août 1914 et qui continuent d'y résider, seront admis dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à réclamer la qualité de Belge, moyennant l'autorisation du Roi et l'accomplissement des formalités

Over het koninklijk besluit, waarbij onder de voorgaande voorwaarden, machtiging wordt verleend tot het verwerven der Belgische nationaliteit, wordt in Ministerraad be-raadslaagd.

ART. 4.

Zoodra de Belgische souvereiniteit over het gebied der kringen Eupen en Malmédy, voorgoed zal overgedragen zijn zullen zij, die op gemeld gebied geboren zijn, evenals de kinderen en afstammelingen van op dit gebied geboren personen, van rechtswege de Belgische nationaliteit hebben verworven, op voorwaarde, voor de eenen zoowel als voor de anderen, dat zij vóór 1 Augustus 1914 in België gevestigd waren en zij er verder hun verblijf houden.

Zij onder hen, dien ten volle 18 jaar oud zijn mogen echter, binnen den tijd van twee jaar te rekenen van den dag waarop de souvereiniteit voorgoed wordt overgedragen, de Belgische nationaliteit afwijzen, door in den bij de wet van 8 Juni 1909 vereischten vorm, te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen of behouden.

De personen, geboren op het gebied van Eupen en van Malmédy, evenals de kinderen of afstammelingen van op dit gebied geboren personen, welke zich na den 1^{sten} Augustus 1914 in België hebben gevestigd en er verder hun verblijf houden, mogen, binnen den tijd van twee jaar te rekenen van den dag waarop de souvereiniteit voorgoed wordt overgedragen, zich aanmelden om den staat van Belg te ver-

prévues aux articles 8, 14 et 15 de la loi du 8 juin 1909.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 du présent article, l'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

ART. 5.

Les individus qui auraient omis de faire soit la déclaration prévue par l'article 9 de la loi du 8 juin 1909, soit la déclaration prévue par l'article 4 de la loi du 6 août 1881, pourront, dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 6.

Les individus devenus Belges en vertu des articles 6 ou 7 de la loi du 8 juin 1909, et âgés de vingt-deux ans accomplis, pourront, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

krijgen, mits machtiging vanwege den Koning en inachtneming van de formaliteiten, voorzien bij de artikelen 8, 14 en 15 der wet van 8 Juni 1909.

In de bij het 2^{de} en het 3^{de} lid van dit artikel bedoelde gevallen, brengt optie van wege den man ook optie van wege de vrouw, en optie van wege de ouders ook optie van wege hunne kinderen, minder dan 18 jaar oud, mede.

ART. 5.

Zij, die mochten verzuimd hebben hetzij de verklaring af te leggen, bij artikel 9 der wet van 8 Juni 1909 voorzien, hetzij de verklaring voorzien bij artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet, den staat van Belg verwerven mits zij de bij artikel 8 der wet van 8 Juni 1909 voorgeschreven formaliteiten in acht nemen.

ART. 6.

De krachtens de artikelen 6 en 7 der wet van 8 Juni 1909 Belg geworden personen, ten volle twee en twintig jaar oud, kunnen, binnen den tijd van één jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet, den staat van Belg verzaken door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

Gegeven te Brussel, den 20^{en} September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



(1)

(Nr 422.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp betreffende de nationaliteitskeuze.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In den loop van den oorlog hebben wij op treurige wijze de nadeelen, die kunnen voortspruiten uit eene al te vrije wetgeving in zake inboorlingschap, bij ervaring leeren kennen. Blijkbaar zijn de voorwaarden bij onze wet van 8 Juni 1909 gesteld tot het verkrijgen van den staat van Belg niet streng genoeg.

Het vraagstuk is van algemeenen aard. Nu ons nationaal bewustzijn door den doop van vuur en bloed is versterkt, moeten wij ons afvragen of geen strengere voorzorgen dienen genomen te worden vooraleer aan een vreemdeling den naam van Belg te verleenen. Ik stel me voor deze ernstige kwestie bij den raad van Wetgeving, die aan mijn Departement verbonden is, aanhangig te maken.

Totdat echter eene algemeene herziening der wet van 8 Juni 1909 plaats hebbe, vereischen zekere vragen, die met de nationaliteitskwestie in verband staan en die van dringend belang zijn, onmiddellijk uwe aandacht.

Gehoor gevend aan de wenschelijkheid om aan geen nieuwe vijandelijke elementen het voordeel der Belgische nationaliteit te verleenen, verzocht de Minister van Buitenlandsche Zaken, reeds op 6 Februari 1916, de diplomatische en consulaire ambtenaren van België voortaan geen verklaringen van nationaliteitskeuze meer in ontvangst te nemen van onderdanen van een land, dat met België in staat van oorlog verkeerde. Mijn departement heeft den 20ⁿ Januari 1919 een omzendbrief met dezelfde strekking aan de gouverneurs der provinciën gericht.

Deze omzendbrief stelde de onderhoorigen van staten, die met eene vijandelijke mogendheid verbonden zijn, op gelijke lijn met de vijandelijke onderdanen.

Deze onderrichtingen, voorgeschreven door het hooger belang der nationale verdediging, vinden gewis in zich zelf hunne rechtvaardiging; maar toch dient wat zij aan onregelmatigheid naar den vorm mochten vertoonen door de Wetgeving te worden gedekt. Dit is het voornaamste doel van het wetsontwerp, dat u ter behandeling wordt voorgelegd.

Door het eerste artikel worden niet alleen de tijdens den oorlog door vijandelijke onderdanen onderschreven verklaringen nietig verklaard, het wordt

aan dezen ook verboden die nationaliteitskeuze te herhalen binnen een tijdsbestek — dat zeker niet overdreven is — van één jaar na het in werking treden der wet : het zou inderdaad doelloos zijn, eene door een vijandelijk onderdaan onderschreven verklaring ongeldig te verklaren, indien hij, onmiddellijk na het van kracht worden der wet, het recht zou hebben zijne verklaring te herhalen. De gestelde termijn, nl. één jaar, laat anderzijds ruim toe, deze tijdelijke wet door eene definitieve wetgeving te vervangen.

Gij zult bovendien opmerken dat bij de wetsartikelen, waarvan het den vijandelijken onderdanen niet toegelaten is het voordeel in te roepen, er een is — artikel 7 der wet van 8 Juni 1909 — dat geen enkele nationaliteitskeuze voorziet, doch wel het van rechtswege verkrijgen van den staat van Belg, mits zekere voorwaarden vereenigd zijn. De eenvoudigste logika schrijft voor, dat de vijandelijke onderdanen moeten uitgesloten zijn van het voordeel van dit artikel, dat nog ruimer opgevat is dan de andere, daar het zelfs geen uiting van den wil voorziet.

Ten slotte is het eerste artikel niet alleen toepasselijk op de onderhoorigen van de mogendheden, die tegen ons oorlog hebben gevoerd, of van staten die met haar geassocieerd waren, doch ook op hunne voormalige onderhoorigen. Dit met het oog op de personen, die geen bepaalde nationaliteit bezitten en van vijandelijken oorsprong zijn. De tekst is niet toepasselijk op de voormalige onderhoorigen, die eene bepaalde nationaliteit bezitten noch op hen die tot de, tengevolge van den oorlog, bevrijde rassen behoreen, zooals de Polen, de Tsjecho-Slovakken, enz.

Daar de nietigverklaring van terugwerkenden aard is, zou het kunnen voorkomen dat een persoon zijn staat van vreemdeling inriep om aan de straf te ontsnappen die hem zou kunnen opgelegd worden wegens eene daad, door hem gepleegd wanneer hij beweerde en meende Belg te zijn. Dit wordt door artikel 2 belet.

Artikel 3 neemt zekere uitzonderingen op den algemeenen regel aan : die uitzonderingen zijn uitteraard gewettigd. Zij die door den Koning gemachtigd worden het voordeel dezer uitzonderingen te genieten, dienen nochtans, binnen drie jaar na het van kracht worden der wet, eene nieuwe verklaring te onderschrijven.

Artikel 4 regelt de nationaliteit van de inwoners der kringen Malmedy en Eupen, die zich in België hebben gevestigd, in overeenstemming met de bepalingen welke volgens het verdrag van Versailles toepasselijk zijn op hunne broeders, die in hun land van herkomst gebleven zijn (artikelen 36 en 37).

De artikelen 5 en 6 zijn enkel toepasselijk op de onderdanen van verbonden of neutrale mogendheden. Deze bepalingen behoeven trouwens niet nader toegelicht te worden. Het geval van overmacht door den oorlog in 't leven geroepen, dat voor een groot aantal nationaliteitsopties een beletsel is geweest, billijkt op de meest duidelijke wijze het verleenen van nieuwe termijnen van uitstel aan degenen, die nagelaten hebben eene verklaring af te leggen, hetzij om den staat van Belg te verkrijgen (art. 5), hetzij om dien staat af te wijzen (art. 6).

De Minister van Justitie,
E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

sur les options de patrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A lous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en notre Nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont exclus depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, du bénéfice des articles 7, 8, 9 et 13, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juin 1909 et de l'article 4 de la loi du 6 août 1881 :

1° Les ressortissants de Puissances ayant été, depuis cette date, en état de guerre avec la Belgique ou ayant été associées, pendant les hostilités, à l'une de ces Puissances;

2° Les ex-ressortissants des mêmes Puissances, à l'exception de ceux qui ont acquis une autre nationalité et de ceux qui appartiennent,

WETSONTWERP

betreffende de nationaliteitskeuze

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van het voordeel der artikelen 7, 8, 9 en 13, 1^e lid, der wet van 8 Juni 1909 en van het artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 zijn, te rekenen van 1 Augustus 1914 tot het einde van het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, uitgesloten :

1° De onderhoorigen van Mogendheden welke sedert dien datum in staat van oorlog zijn geweest met België of, tijdens de vijandelijkheden, met een dier Mogendheden geassocieerd zijn geweest.

2° De voormalige onderhoorigen der zelfde Mogendheden, behalve zij die een andere nationaliteit hebben verkregen en zij die, door hun

par leur origine, à la population de territoires actuellement détachés de ces Puissances.

Les déclarations de nationalité que les individus frappés de l'exclusion auraient souscrites sur pied de l'un des articles visés ci-dessus, seront rayées des registres et il ne pourra en être délivré ni expédition ni extrait.

ART. 2.

L'article précédent ne pourra jamais être invoqué pour échapper à l'empire des lois répressives belges.

ART. 3.

Le Gouvernement peut autoriser les individus qui auraient souscrit ou qui auraient pu souscrire l'une des déclarations inopérantes visées à l'article 1^{er}, alinéa final, à acquérir la qualité de Belge, en faisant cette déclaration dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette faveur ne peut toutefois être accordée qu'aux individus des catégories suivantes :

1^o Ceux qui sont à même d'établir par une attestation en due forme du Ministre de la Guerre qu'ils ont servi avec honneur dans l'armée belge ou une armée alliée, entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918;

2^o Ceux qui, par des actes manifestes et certains, ont donné des gages irrécusables d'attachement à la Nation belge.

oorsprong, tot de bevolking behoren van grondgebied, dat van die Mogendheden is afgescheiden.

De nationaliteitsverklaringen, overeenkomstig een van bovenbedoelde artikelen onderschreven door personen op dewelke de uitsluiting van toepassing is, worden van de registers geschrapt en er mag afschrift noch uittreksel van afgeleverd worden.

ART. 2.

Voorgaand artikel kan niet worden ingeroepen om te ontsnappen aan de toepassing der Belgische strafwetten.

ART. 3.

Zij die een der in het laatste lid van het eerste artikel bedoelde, zonder werking blijvende, verklaringen onderschreven hebben of dit zouden kunnen hebben, kunnen door de Regeering gemachtigd worden tot het verwerven van den staat van Belg door deze verklaring af te leggen binnen een tijd van drie jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet.

Deze gunst kan echter alleen verleend worden aan personen behorende tot de volgende categorieën :

1^o Zij die door een behoorlijk opgemaakt attest van den Minister van Oorlog kunnen bewijzen dat zij tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 11^{en} November 1918 met eere in het Belgisch of in een verbonden leger hebben gediend;

2^o Zij die, door duidelijke en onbetwistbare daden, onwraakbare bewijzen hebben geleverd van hunne verknochtheid aan de Belgische Natie.

L'arrêté royal autorisant, dans les conditions qui précèdent, l'acquisition de la nationalité belge, est délibéré en Conseil des Ministres.

ART. 4.

Dès que le transfert de la souveraineté belge sur les territoires comprenant l'ensemble des cercles d'Eupen et de Malmédy sera définitif, la nationalité belge sera acquise de plein droit aux individus nés sur les dits territoires, ainsi qu'aux enfants et descendants d'individus nés sur ces territoires, à la condition, pour les uns et les autres, qu'ils soient établis en Belgique avant le 1^{er} août 1914 et qu'ils continuent d'y résider.

Toutefois, ceux d'entre eux qui sont âgés de 18 ans accomplis seront admis, dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi du 8 juin 1909, leur intention de recouvrer ou de conserver la nationalité étrangère.

Les individus nés sur les territoires d'Eupen et de Malmédy, ainsi que les enfants ou descendants d'individus nés sur ces territoires qui se sont établis en Belgique postérieurement au 1^{er} août 1914 et qui continuent d'y résider, seront admis dans le délai de deux ans à dater du transfert définitif de la souveraineté, à réclamer la qualité de Belge, moyennant l'autorisation du Roi et l'accomplissement des formalités

Over het koninklijk besluit, waarbij onder de voorgaande voorwaarden, machtiging wordt verleend tot het verwerven der Belgische nationaliteit, wordt in Ministerraad beaardslaagd.

ART. 4.

Zoodra de Belgische souvereiniteit over het gebied der kringen Eupen en Malmédy, voorgoed zal overgedragen zijn zullen zij, die op gemeld gebied geboren zijn, evenals de kinderen en afstammelingen van op dit gebied geboren personen, van rechtswege de Belgische nationaliteit hebben verworven, op voorwaarde, voor de eenen zoowel als voor de anderen, dat zij vóór 1 Augustus 1914 in België gevestigd waren en zij er verder hun verblijf houden.

Zij onder hen, dien ten volle 18 jaar oud zijn mogen echter, binnen den tijd van twee jaar te rekenen van den dag waarop de souvereiniteit voorgoed wordt overgedragen, de Belgische nationaliteit afwijzen, door, in den bij de wet van 8 Juni 1909 vereischten vorm, te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen of behouden.

De personen, geboren op het gebied van Eupen en van Malmédy, evenals de kinderen of afstammelingen van op dit gebied geboren personen, welke zich na den 1^{sten} Augustus 1914 in België hebben gevestigd en er verder hun verblijf houden, mogen, binnen den tijd van twee jaar te rekenen van den dag waarop de souvereiniteit voorgoed wordt overgedragen, zich aanmelden om den staat van Belg te ver-

prévues aux articles 8, 14 et 15 de la loi du 8 juin 1909.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 du présent article, l'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

ART. 5.

Les individus qui auraient omis de faire soit la déclaration prévue par l'article 9 de la loi du 8 juin 1909, soit la déclaration prévue par l'article 4 de la loi du 6 août 1881, pourront, dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 6.

Les individus devenus Belges en vertu des articles 6 ou 7 de la loi du 8 juin 1909, et âgés de vingt-deux ans accomplis, pourront, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

krijgen, mits machtiging vanwege den Koning en inachtneming van de formaliteiten, voorzien bij de artikelen 8, 14 en 15 der wet van 8 Juni 1909.

In de bij het 2^{de} en het 3^{de} lid van dit artikel bedoelde gevallen, brengt optie van wege den man ook optie van wege de vrouw, en optie van wege de ouders ook optie van wege hunne kinderen, minder dan 18 jaar oud, mede.

ART. 5.

Zij, die mochten verzuimd hebben hetzij de verklaring af te leggen, bij artikel 9 der wet van 8 Juni 1909 voorzien, hetzij de verklaring voorzien bij artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet, den staat van Belg verwerven mits zij de bij artikel 8 der wet van 8 Juni 1909 voorgeschreven formaliteiten in acht nemen.

ART. 6.

De krachtens de artikelen 6 en 7 der wet van 8 Juni 1909 Belg geworden personen, ten volle twee en twintig jaar oud, kunnen, binnen den tijd van één jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet, den staat van Belg verzaken door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

Gegeven te Brussel, den 20^{en} September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

